
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Fermeture de la base aérienne de Taverny. Une décision tombée du ciel

Didier ARNAL, président du Conseil général du Val d'Oise, dénonce l'impréparation et l'absence de méthode qui caractérise une décision prise encore une fois sans aucune concertation préalable avec les élus locaux.

« Jamais la base de Taverny n'avait été citée dans le cadre du redéploiement de la carte militaire. Il ne s'agit pourtant pas d'une fermeture marginale, puisqu'avec près de 1000 militaires concernés sur ce site, Taverny figure dans le peloton de tête des bases affectées par la réforme portée par l'État, c'est tout un bassin de vie qui est affectée par cette décision. En outre, le Val d'Oise n'aura plus aucune implantation militaire. »

Raison de plus de s'attacher à la gestion des conséquences pour le territoire et ses habitants. Sur ce point, l'absence de méthode et de concertation est tout aussi criante :

« Une fois encore, la concertation nous est proposée une fois que la décision est prise, explique Didier ARNAL. Ni moi-même, ni Jean-Pierre BARENTIN, conseiller général du canton de Taverny, n'avons été ni associés ni même consultés en amont. Le préfet nous propose de nous associer à la restructuration du site, mais il ignore tout des moyens financiers dont il dispose pour l'avenir. »

Cette annonce soudaine pose de manière plus générale la question politique d'aménagement du territoire portée par l'État :

« De la fermeture de la base de Taverny aux menaces pesants sur les hôpitaux valdoisiens ou aux suppressions de postes dans les collèges, c'est l'ensemble des services publics du département qui sont progressivement menacés par les décisions de l'État. On ne peut faire qu'un seul constat, souligne Didier ARNAL : l'État n'aménage plus, il déménage. Face à cette gestion anarchique, le Conseil général, avec ses moyens et dans les limites de ses compétences, va prendre toutes ses responsabilités pour proposer une gestion du territoire équilibrée et dynamique, s'inscrivant dans les principes du développement durable et adoptée étape après étape en concertation avec les valdoisiennes et les valdoisiens. »

C'est le sens notamment de l'action menée par Didier ARNAL dès sa prise de fonction pour faire entendre (enfin) la voix du Val d'Oise dans les grands débats sur l'avenir des territoires franciliens tant auprès de Christian BLANC sur le Grand Paris, que de Jean-Louis BORLOO ou de Jean-Paul HUCHON sur la question des transports.

Contact presse :

Jean-Pierre GUERIN, Directeur de Cabinet
jean-pierre.guerin@valdoise.fr
01.34.25.30.10.